

Faut-il redonner une définition subjective à la faute ?

Planiol a défini la faute comme étant une violation de l'obligation préexistante. Toutefois, il n'existe pas de définition de la faute dans le code civil.

Aux termes de l'article 1384 alinéa 1^{er} du code civil, il existe trois sorte de responsabilité.

Celle qui nous intéresse ici est la responsabilité du fait personnel. Il s'agit d'une responsabilité pour faute qui requiert trois conditions : une faute, un dommage et un lien de causalité entre le fait générateur et le dommage.

En ce qui concerne la responsabilité subjective, l'article 1382 du code civil en pose les bases en disant ceci : « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ». Le principe de réparation qui en découle est considéré par le Conseil constitutionnel comme un principe à valeur constitutionnelle.

A l'origine, la faute avait deux conceptions, l'une objective, l'autre subjective mais avec l'évolution de la jurisprudence et notamment avec la loi du 3 janvier 1968, la notion de faute subjective a été abandonnée pour laisser entièrement place à l'élément objectif.

Nous nous demanderons donc pourquoi faut-il redonner une définition subjective allégée de la faute afin de palier la domination de la conception objective.

Pour cela, nous verrons en quoi la faute est une notion plus objective que subjective et pour quelles raisons faudrait-il instaurer un allègement de cette la responsabilité.

I/ La faute, une conception plus objective que subjective

A/ L'objectivité de la faute, violation d'une norme de comportement

La faute qui résulte d'une violation d'une norme de comportement est appréciable par le juge in abstracto. Cela veut dire que le juge va confronter la conduite du responsable à celle qu'aurait eu un individu moyen dans les mêmes conditions, par exemple un bon père de famille. Cette solution permet de répondre à la notion de sécurité juridique, le juge ne tient pas seulement compte des qualités ou des défauts du responsable mais fait une comparaison pour être le plus objectif possible.

A travers cette violation, il faut faire une distinction entre la faute de commission (acte positif du responsable méconnaissant une règle de conduite imposée par une obligation préalable), qui peut être une violation d'une règle de droit écrit et la faute d'abstention ou encore d'omission.

B/ Ecartement de la faute subjective pour cause de caractère moral

En plus de la violation d'une norme de comportement, il fallait que le responsable de la faute puisse avoir conscience d'avoir commis celle-ci. C'est pourquoi, les êtres privés de discernement (les aliénés ou encore les enfants en bas âge) ne pouvaient être poursuivis en cas de faute de leur part. De là, nous pouvons mettre ceci en lien avec l'élément moral. Il était contraire d'un point de vue moral de rendre responsable une personne qui n'a pas la conscience de ses actes.

Mais, par cette exclusion, les victimes n'étaient pas indemnisées, ce qui était un manquement à la sécurité juridique. Suite à cela, il y a donc eu une évolution du droit positif concernant cette exclusion de la responsabilité des êtres privés de discernement. En effet, la loi du 3 janvier 1968 a introduit l'article 489-2 du code civil qui a permis de pouvoir déclarer responsable une personne aliénée, « celui qui a causé un dommage à autrui alors qu'il était sous l'empire d'un trouble mental, n'en est pas moins obligé à réparation.

De plus, par deux arrêts (Derguini et Lemaire) rendu en assemblée plénière le 9 mai 1984, la Cour de cassation a opéré un revirement de jurisprudence en ce qui concerne la responsabilité de l'enfant dépourvu de discernement.

II/ L'exclusivité de la conception objective : un risque

A/ Une nécessité de distinction des êtres privés de discernement face à la responsabilité

Comme nous venons de le voir dans la première partie, depuis 1984, un enfant en bas âge peut être déclaré responsable d'un fait dommageable, sur le fondement des articles 1382 ou 1383 du code civil. Toutefois, pour la victime, cela n'a pas grand intérêt, notamment en ce qui concerne la solvabilité de l'enfant puisque, dans la majorité des cas la victime va s'adresser aux père et mère responsable de l'enfant.

Il faudrait donc permettre la recherche de la capacité de discernement de l'enfant avant de le déclarer responsable et principalement pour la sécurité juridique de la victime. En ce qui concerne les aliénés, il existe différents degrés d'aliénation, certaines personnes ont des troubles mentaux plus importants que d'autres, il faudrait donc essayer de voir dans quelle mesure ont-elles ou n'ont-elles pas la capacité de discernement afin, de les déclarer ou non coupable.

B/ Une possibilité d'allègement de la définition subjective

Par cette distinction que nous venons d'effectuer, il ne faudrait pas forcément redonner une définition subjective à la faute. Mais, il ne faudrait peut-être pas totalement non plus exclure la notion de subjectivité de la faute. Tous les êtres ne

sont pas dotés du même discernement, certains sont plus conscients que d'autres de leurs actes. Il pourrait être envisagé de ne pas appliquer la même responsabilité selon le degré de discernement de chaque responsable. Par exemple, un enfant de huit ans et un enfant de cinq ans n'ont pas la même capacité de discernement, le premier aura plus la capacité d'être conscient de ses actes que le second.

Le droit positif pourrait peut être dans l'avenir, envisager de redonner non pas une définition subjective à la faute mais une définition subjective allégée de la faute.